

des Finances, de l'intense campagne de publicité et de ses frais très élevés et peut-être tout particulièrement des slogans publicitaires comme ceux qui encourageaient les femmes à profiter des primes versées pour s'acheter un nouveau chapeau. Ils se souviennent de toutes ces choses mais ce dont ils sont peut-être le plus conscients, c'est d'avoir subi promptement des pertes très importantes.

Au sujet de l'explication que j'ai reçue du cabinet, j'ai été déçu de constater qu'il semble être fier d'avoir fait accepter l'opération, prétendant avoir économisé ainsi les fonds de la Couronne. Si en août le gouvernement savait ce qui se produirait probablement au sujet du cours des obligations et a néanmoins poursuivi son programme de conversion, les plaintes que nous recevons du public sont justifiées. Si le gouvernement ne savait pas ce qui allait arriver, j'estime alors qu'il aurait dû être mieux renseigné. Si le gouvernement ne le savait pas, dans quelle mesure pouvons-nous alors nous fier aux prévisions et commentaires que nous obtenons dans des domaines semblables, actuellement? De toute façon, c'est, pour le gouvernement, faire preuve de bien mauvais goût que de se vanter du succès de cette opération de conversion qui a fait de nombreuses victimes parmi les citoyens et leur a occasionné des pertes très sérieuses.

Dans le discours du ministre, il est question de beaucoup de choses qu'on aimerait relever, mais comme le débat se poursuivra pendant un certain nombre de jours, beaucoup d'autres plus compétents que moi traiteront ces points. En outre, le présent débat a quelque chose d'inusité, en ce qu'il permet de relancer la discussion en plusieurs étapes, celles des résolutions, des projets de lois et ainsi de suite. Comme je l'ai dit l'autre soir, un des aspects de l'exposé budgétaire qui fait le plus d'impression, c'est le silence relatif qu'il garde sur le chômage. Si la récession est en train de disparaître, nous nous inquiétons tous beaucoup de voir ce qu'est loin d'aller aussi vite pour le chômage.

Beaucoup d'entre nous, sans doute, ont lu dans le *Financial Post* les résultats d'une enquête très étendue d'hommes d'affaires sur nos perspectives économiques. Un bon nombre sont d'avis que nous pouvons nous attendre à une hausse des bénéfices, à un accroissement de la production, et à une lente montée dans la plupart des cas. Toutefois, les sept dixièmes des personnes consultées ne prévoyaient aucune augmentation de l'effectif ouvrier, même en admettant une avance dans ces autres secteurs. Le gouvernement nous a peu parlé de ces choses-là. Ceux qui me suivront dans ce débat nous en diront davantage, j'espère,

[M. Benidickson.]

sur les intentions du gouvernement dans ce domaine de toute importance.

Je propose, monsieur l'Orateur, appuyé par l'honorable député de Welland (M. McMillan):

Que tous les mots qui suivent l'expression "que" soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

Cette Chambre regrette la mauvaise foi du gouvernement, qui a sollicité et obtenu l'appui du peuple canadien en soumettant un programme de réduction d'impôts, de diminution de dépenses et d'équilibre budgétaire, et qui vient de présenter, au mépris manifeste de ses promesses électorales, un budget comportant des impôts plus élevés, des dépenses sans précédent et un déficit considérable.

**M. Erhart Regier (Burnaby-Coquitlam):**

Monsieur l'Orateur, les Canadiens ont attendu pendant longtemps que le budget soit présenté. Tout comme dans les autres pays du Commonwealth, nous reconnaissons au Canada que le contenu du budget ne doit pas être révélé à qui que ce soit avant qu'il soit effectivement présenté à la Chambre et au pays. Je n'assume aucunement qu'il y a eu cette fois des fuites du contenu du budget. Je sais cependant qu'un membre du quatrième pouvoir est un conseiller supérieur et il est probable que lorsque le ministre des Finances (M. Fleming) lui a demandé son avis il y a quelques mois sur ce que devrait renfermer le budget, il a donné quelques conseils au ministre, qui l'a assuré qu'ils seraient suivis. Je veux parler d'un article intitulé "Ottawa Day By Day" dû à la plume de M. Arthur Blakely et paru dans la *Gazette* de Montréal le 12 mars 1959. Voici ce qu'il dit, entre autres choses:

A tort ou à raison, on prévoit en général que M. Fleming ne retardera pas sa décision plus longtemps, mais qu'il s'efforcera dans le nouveau budget de rétablir un équilibre approximatif entre les recettes budgétaires et les dépenses budgétaires.

On suppose également qu'il ne tentera de rétablir cet équilibre dans un seul budget, mais qu'il prendra dès maintenant des dispositions qui permettront de remédier à la situation, quitte à remettre à plus tard les autres mesures (qui pourraient devenir inutiles par suite d'un regain d'activité de l'économie).

Puis un peu plus loin, vers la fin de l'article, on lit:

Peu d'observateurs seraient surpris si M. Fleming mettait la caisse...

Il s'agit de la caisse de la sécurité de la vieillesse.

...de nouveau en mesure de se suffire à elle-même par l'application d'une formule 3.3.3, en majorant d'un pour cent l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, ainsi que la taxe de vente.

Pour ma part, je félicite ce représentant du quatrième pouvoir de prévoir de façon si juste les opérations auxquelles peut songer le ministre des Finances.